

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Monday, March 28, 1983

• 2003

The Acting Chairman (Mr. MacLaren): Order. The usual procedure is to invite the Governor to make a statement.

I want to welcome the Governor to our meeting. Following his statement, we will begin with questions on the first round, at 20 minutes each, followed by a 10-minute round, if that is agreeable. Mr. Bouey.

Mr. G.K. Bouey (Governor, Bank of Canada): Mr. Chairman, hon. members, I do not have a prepared statement. The first section in my annual report, which is called "General Observations", is not long and I expect members of the committee will have read it. I do not want to waste their time by going over the same ground again. I can however, if you like, turn through the pages and remind members of the main subjects that are touched on. If you would like me to do that, I would be glad to do so.

The report begins, in "General Observations", page 5, by noting how difficult the economic situation is.

• 2005

I need hardly say that the bank is well aware of the seriousness and particularly of the plight of the unemployed. As I say in the report, however, the problem is not ignorance of or indifference to the sad facts of our economic situation. If descriptions of the situation or expressions of dismay about it would fix it up, all would be well. But of course they will not. The problem of what to do about it remains.

The major objective of the first section of the report is to explain why, in trying to do something about it, as a result of previous experience caution is required in the use of financial stimulation. Incidentally, the term "financial stimulation" that I use here refers to both monetary and fiscal policy. Nowhere in the report is it said that there is no room for manoeuvre, no room for financial stimulation. Really as a result of the experience of the 1970s, which changed things, it did say—besides saying that this is not of course to deny any room for manoeuvre to either fiscal or monetary policy in any country in the period ahead. What it means is that overall financial policy must be seen by a skeptical public to be consistent with a continuing movement toward cost and price stability. If it is not so seen, if it arouses increased fears of inflation, its economic effects will be perverse.

In dealing with much the same thing, I had said earlier that this is a reason why financial policy in most countries has been

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le lundi 28 mars 1983

Le président suppléant (M. MacLaren): A l'ordre. C'est l'habitude d'inviter le gouverneur à faire une déclaration.

Je tiens à souhaiter la bienvenue au gouverneur de la Banque du Canada. Après sa déclaration, nous commencerons le premier tour de questions, en accordant 20 minutes à chacun; puis suivra un tour de dix minutes, si vous en convenez. Monsieur Bouey.

M. G.K. Bouey (gouverneur de la Banque du Canada): Monsieur le président, honorables députés, je n'ai pas de déclaration préparée. Le premier chapitre de mon rapport annuel, intitulé *Observations d'ordre général*, n'est pas long, et je présume que les membres du Comité l'ont lu. Je ne veux pas leur faire perdre de temps en repassant sur les mêmes questions. Toutefois, si vous le désirez, je peux au fil des pages rappeler aux députés les principaux sujets abordés dans le rapport. Si cela vous convient, je serai heureux de le faire.

Le rapport commence, dans *Observations d'ordre général*, à la page 5, par faire remarquer à quel point la situation économique est difficile.

Je n'ai pas besoin de mentionner que la Banque est très consciente de la gravité de la situation et plus particulièrement des difficultés des chômeurs. Comme je le dis dans le rapport, toutefois, le problème n'est pas que l'on ignore les tristes aspects de notre situation économique ni que l'on y soit indifférent. Si le simple fait de décrire la situation ou d'exprimer le désarroi qu'elle suscite pouvait arranger les choses, tout irait bien. Mais, bien sûr, il n'en est pas ainsi. Le problème consistant à trouver un remède demeure entier.

Le premier chapitre du rapport a pour objectif principal d'expliquer pourquoi, en tentant de remédier à la situation, à cause des expériences passées, il faut faire preuve de prudence dans le recours à la stimulation financière. En passant, l'expression «stimulation financière» que j'utilise ici porte et sur la politique monétaire et sur la politique budgétaire. Il n'est dit nulle part dans le rapport qu'il ne reste aucune marge de manoeuvre, aucune place pour la stimulation financière. En réalité, suite à l'expérience des années 1970, qui a changé les choses, on s'est dit—sans pour autant prétendre, bien sûr, qu'il faille dénier, dans le proche avenir, toute marge de manoeuvre aux politiques budgétaires et monétaires. Cela signifie plutôt que toute politique financière globale doit être à la fois conforme aux exigences d'un progrès continu vers la stabilité des coûts et des prix et perçue comme telle par un public sceptique. Si cette politique n'est pas perçue comme telle ou encore si elle suscite la crainte d'une résurgence de l'inflation, elle aura des effets pervers sur l'économie.

En parlant plus ou moins du même sujet, j'avais dit précédemment que c'est là la raison pour laquelle la plupart des